



**MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
TRANSPORTS
VILLE ET LOGEMENT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

Direction des Affaires Financières
Service Achat Soutien
Sous-direction de l'environnement du travail
et de l'Immobilier opérationnel
Département de l'Immobilier Opérationnel
Bureau de la Gestion Technique Immobilière
Unité de Gestion et Exploitation des Sites

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Procédure SG-SAD3-010-26

SERVICE VIGICRUE

Remplacement des systèmes hydrauliques

Table des matières

1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux	4
1.2 Consistance des travaux	4
1.3 Intervenants	5
2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
3 – OBLIGATION DES PARTIES.....	6
3.1 Obligation du titulaire	6
3.2 Clauses environnementales	6
3.3 Connaissance globale du projet.....	7
3.4 Obligation de confidentialité et mesures de sûreté.....	8
3.5 Mesure d'ordre social – Application de la réglementation du travail	8
3.6 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou travailleurs détachés.....	8
4 – CADRE GÉNÉRAL D'INTERVENTION DU TITULAIRE.....	9
4.1 Procédure de passation	9
4.2 Intervention du titulaire	9
4.3 Période de préparation	9
4.4 Durée d'exécution des travaux.....	10
4.5 Participation aux réunions.....	10
5 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	10
5.1 Répartition des paiements	10
5.2 Contenu des prix -mode d'évaluation des ouvrages.....	10
5.3 Prestations similaires	12
5.4 Travaux en régie.....	12
5.5 Modalité du règlement des comptes	13
5.6 Variation dans les prix	16
5.7 Paiement des sous-traitants	17
6 – DÉLAI (S) D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES	20
6.1 Délai de réalisation des travaux	20
6.2 Prolongation du délai d'exécution.....	20
6.3 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux et la levée des réserves figurant à la réception	20
6.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux pendant et après travaux	20
6.5 Autres délais ou pénalités	21

6.6	Plafonnement des pénalités	23
7	– CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	23
7.1	Retenue de garantie	23
7.2	Avance	23
8	– PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	24
8.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	24
8.2	Coordination entre les entreprises	25
8.3	Études d'exécution - Plans de réalisation - Notes de calcul - Études de détail	25
8.4	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	26
8.5	Signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation des occupants.....	27
8.6	Conditions générales d'exécution des travaux	27
9	– CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	29
9.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	29
9.2	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	30
9.3	Documents fournis après exécution	30
9.4	Délai de garantie	30
9.5	Garanties particulières	30
9.6	Assurance de responsabilité civile pendant et après les travaux	31
10	– RESILIATION	31
11	– DIFFEREND, LITIGE, JURIDICTION COMPETENTE.....	32
11.1	Recours au comité consultatif de règlement amiable.....	32
11.2	Recours au médiateur	32
12	– DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	33
12.1	Dérogations au CCAG Travaux applicables aux marchés publics de travaux	33
12.2	Dérogations aux réglementations et règles de l'art en vigueur	33
12.3	Dérogations aux normes françaises homologuées.....	33
12.4	Autres dérogations	33

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP, le cahier des clauses techniques particulières par CCTP et le cahier des clauses administratives générales par CCAG.

1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux

Le marché a pour objet la réalisation de travaux pour remplacer les réseaux hydrauliques dans les locaux du Service Central VIGICRUES.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prestations, objets du présent marché, relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Le site de Météopole à TOULOUSE intègre le service VIGICRUES dans son périmètre. Il se situe :

Service Central VIGICRUE

42 avenue Gaspard Coriolis

31 057 TOULOUSE

1.2 Consistance des travaux

L'opération concerne le remplacement des réseaux hydrauliques du SERVICE CENTRAL VIGICRUES. Les travaux portent sur les prestations listées ci-dessous :

- ◆ Dépose et remplacement de l'ensemble du réseau hydraulique en eau glacée depuis la sous-station aux ventilo-convecteurs du RDC, R+1, et R+1 coté passerelle ;
- ◆ Dépose et remplacement du réseau hydraulique en change « over » depuis la sous-station aux ventilo-convecteurs de la salle de réunion et la salle de veille ;
- ◆ Remplacement de la robinetterie.

Ces prestations sont décrites dans le CCTP.

Le titulaire veille à ce que les travaux n'engendrent pas de problème de sécurité et de sûreté sur l'établissement. Les équipes affectées au chantier doivent être identifiées. L'identité des personnes intervenant sur le chantier est communiquée à l'établissement et chaque personne est munie d'un badge d'identification fourni par le titulaire.

Les travaux auront lieu en milieu occupé et actif, très sensible aux perturbations de fonctionnement, ce qui implique des contraintes fortes liées à la limitation de toute nuisance.

1.3 Intervenants

1.3.1 Pouvoir Adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur est l'État, représenté par le Secrétariat Général du Ministère de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des transports, ville et logement.

Le conducteur d'opération du Maître d'ouvrage est le :

Département de l'Immobilier Opérationnel
Bureau de la Gestion Technique Immobilière
Unité de Gestion et Exploitation des Sites
Unité des sites distants
La grande Arche paroi sud
92055 LA DEFENSE Cedex

1.3.2 Maître d'œuvre :

La Maîtrise d'œuvre est assurée par une société d'ingénierie et d'études techniques.

Le maître d'œuvre est :

INGETERMIE

5 rue Gustave Caillebotte
93800 Epinay-sur-Seine

1.3.3 Sous-traitance :

Lorsqu'il ne dispose pas de tous les moyens et de toutes les compétences pour exécuter les différentes prestations de son marché, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve :

- de l'acceptation du sous-traitant par la personne signataire du marché,
- de l'agrément par la personne signataire du marché des conditions de paiement du sous-traitant,
- de ne pas attribuer la totalité de l'exécution du marché au sous-traitant.

Ces dispositions sont applicables quel que soit le rang de la sous-traitance. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 5.7 du présent CCAP.

2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- ♦ L'Acte d'Engagement (AE) et ses 2 annexes :
 - Annexe 1 : en cas de groupement conjoint
 - Annexe 2 : synthèse du prix global et forfaitaire
- ♦ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ♦ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- ♦ Le diagnostic des réseaux hydrauliques dans les locaux du SERVICE CENTRAL VIGICRUES version 2 du 09/08/2025 ;

- ♦ L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales pour les marchés publics de travaux (CCAG Travaux) ;
- ♦ Les normes DTU, notamment celles citées dans le CCTP ;
- ♦ L'ensemble des réglementations et règles de l'art applicables en tout corps d'état, et en particulier aux travaux sur les réseaux hydrauliques ;

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucun préjudice s'il s'avérait que les moyens qu'il doit mettre en œuvre diffèrent de ceux qu'il a prévu notamment par manque d'anticipation ou de précision dans son offre.

Dans le cadre de l'ensemble de l'opération, le titulaire doit exécuter comme étant prévu dans son prix, sans réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de son marché, selon les règles de l'art, les normes, les décrets et textes en vigueur, de manière à livrer un ouvrage fonctionnel et permettre son utilisation satisfaisante.

En conséquence, le titulaire ne peut arguer que des erreurs ou omissions dans les plans et les schémas puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux nécessaires, ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

3 – OBLIGATION DES PARTIES

3.1 Obligation du titulaire

Les prestations sont exécutées conformément au CCTP, aux règlements et règles de l'art applicables en tout corps d'état, et aux documents contractuels.

- ♦ L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il doit livrer sans nécessité d'investissement complémentaire pour le Pouvoir Adjudicateur, un ouvrage fonctionnel, opérationnel et réglementaire, c'est-à-dire, un ouvrage satisfaisant aux obligations décrites dans le CCTP ;
- ♦ En s'engageant au titre du présent marché, le titulaire contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux nécessaires pour le complet et parfait achèvement des travaux projetés et conformément aux règles de l'art, quand bien même, il ne serait pas fait mention explicitement de certains d'entre eux au CCTP ;
- ♦ Le titulaire est responsable à l'égard du pouvoir adjudicateur de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels intervenants sur le chantier, notamment en ce qui concerne les sous-traitants, conformément à l'article 3-6 du CCAG Travaux ;
- ♦ Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne se trouve ni compromise ni altérée.

3.2 Clauses environnementales

Conformément à l'article 20.2 du CCAG Travaux, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales visant en particulier à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) **liées l'impact environnemental des conditions de déplacements** mises en œuvre au titre de l'exécution du marché

Conformément à l'article 20.2.2 du CCAG Travaux, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

Limitation et Optimisation des déplacements :

Pour la réalisation des prestations, objet du marché, le titulaire recourt, lorsque la prestation et les trajets le permettent, à des mesures visant à limiter et optimiser les déplacements du personnel mobilisé.

A ce titre, le titulaire doit privilégier les intervenants localisés à proximité des lieux d'exécution du marché, mutualiser les déplacements liés à plusieurs missions, planifier les interventions de manière à réduire les trajets superflus.

Enfin, des mesures d'aides peuvent être mises en place pour les déplacements des collaborateurs mobilisés pour l'exécution du marché.

Les actions concrètes mises en œuvre par le titulaire notamment pour limiter les émissions de gaz à effet de serre lors de la réalisation des prestations du présent marché, sont traduites dans des documents permettant d'attester la description, par exemple :

- Les procédures internes datées et signées ou mentionnant les mesures de limitation et d'optimisation des déplacements ;
- Un document interne daté et signé détaillant les aides financières ou concernant les mesures d'aides mises en place pour le déplacement des collaborateurs.

Ces documents sont remis à la demande du maître d'œuvre ou maître d'ouvrage.

L'absence de transmission est susceptible d'enclencher l'application des pénalités dans les conditions prévues à l'article 6.5.3 de la présente.

3.3 Connaissance globale du projet

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de la situation du chantier, des conditions d'accès et de circulation, des contraintes d'installation de sécurité, des règlements applicables sur le site. Il doit prendre connaissance de l'ensemble du projet et s'informer très exactement des répercussions éventuelles des travaux d'autres entreprises sur le même chantier, de ses propres travaux et réciproquement.

- ♦ Le titulaire assume l'entière responsabilité de l'évaluation du prix qu'il a remis. À ce titre, aucune contestation n'est admise dans le cadre du présent marché, au prétexte d'une mauvaise appréciation des difficultés, notamment d'approvisionnement et de mise en œuvre.
- ♦ Le titulaire est donc réputé avoir contrôlé toutes les indications du dossier de consultation des entreprises, avoir visité les lieux et étudié les dispositions à adopter pour l'installation et l'organisation du chantier.
- ♦ La signature de l'acte d'engagement par le titulaire constitue pour lui un engagement de respecter les diverses prescriptions des documents techniques, sans pour autant le décharger de sa pleine et entière responsabilité. Toutes les éventuelles restrictions dont il aurait assorti le marché sont réputées non écrites.

3.4 Obligation de confidentialité et mesures de sûreté

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux informations et documents recueillis au cours de l'exécution des prestations.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et à tous ses sous-traitants. Elle s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché.

Cette obligation s'applique au contenu des documents ou des informations qui seraient transmises au titulaire à l'occasion du présent marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements quels qu'en soient la nature ou le support dont le titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

3.5 Mesure d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants, sur simple demande au pouvoir adjudicateur (RPA), du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Maître d'ouvrage, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et ceux de ses sous-traitants. En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50 du CCAG Travaux.

En application de l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents cités dans l'article.

3.6 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou travailleurs détachés

3.6.1 – Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8254-2 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au Maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8524-2 à 5 du Code du travail.

3.6.2 – Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache ses salariés pour l'exécution du présent marché doit conformément aux articles L.1262-1 et R 1263-2 du Code du travail désigner sur le territoire français

un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au Maître d'ouvrage les documents suivants :

- ♦ Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-1 conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du Code du Travail concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins ;
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
- ♦ Ainsi que des salariés détachés par toutes entreprises de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang ;
- ♦ Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ses obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ses obligations, le Maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R.4534-139 du Code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D.1263-21 du Code du travail. L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier. Le titulaire informe sans délai le Maître d'ouvrage de cet affichage.

4 – CADRE GÉNÉRAL D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Le présent marché est un marché de travaux. Il se réfère au cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

4.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique (CCP).

4.2 Intervention du titulaire

Les prestations constituant l'ouvrage, leurs modalités techniques et administratives de mise en œuvre ainsi que les rôles et missions pour les exécuter sont décrits et mentionnés dans le CCAP et le CCTP.

4.3 Période de préparation

La période de préparation est fixée à 1 mois. La période de préparation débutera à compter de la date stipulée dans l'ordre de service qui prescrira de commencer.

Ce délai n'est pas compris dans la période d'exécution des travaux.

4.4 Durée d'exécution des travaux

La durée d'exécution des travaux est de trois (3) mois, à compter de la date stipulée dans l'ordre de service qui prescrira de commencer.

4.5 Participation aux réunions

Le titulaire participe, durant l'ensemble de l'opération, à une réunion toutes les deux semaines et à chaque demande expresse du Maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

L'absence du titulaire à ces réunions peut entraîner une pénalité, définie par l'article 6.5.2 du présent CCAP.

5 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

5.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

5.2 Contenu des prix -mode d'évaluation des ouvrages

Les prix du marché sont hors T.V.A. et établis en tenant compte de toutes les sujétions ci-dessous :

5.2.1 Sujétion climatique :

Les travaux ayant lieu en intérieur, cette sujétion est sans objet.

5.2.2 Gestion des déchets :

Prestation de collecte et traitement des déchets

L'évacuation des déchets est traitée conformément à la législation (articles L541-1 et suivants du code de l'environnement) et aux spécifications du marché notamment le SOGED.

Le titulaire doit assurer le tri des déchets et leur traçabilité. Le titulaire établit des bordereaux de suivi des déchets. Il communique les originaux au Maître d'ouvrage. Cette communication conditionne l'instruction du décompte général et le paiement du solde.

La valorisation ou l'élimination des déchets collectés lors de l'exécution du présent marché est de la responsabilité du titulaire pendant toute la durée du marché. Le titulaire respecte les consignes de tri mises en place sur le site ou, le cas échéant s'assure de la mise en place de collectes sélectives des déchets. Le titulaire communique au Maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché, un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) en précisant :

- La méthode de prévention de la production de déchets ;
- La méthode de tri des déchets ;

- Les installations de valorisation ;
 - Les méthodes de traitement et d'élimination des déchets ;
 - Les moyens humains mobilisés ;
 - La traçabilité des déchets.
-
- Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets vers les sites susceptibles de les recevoir.
 - Les déchets collectés séparément en vue de leur recyclage ne doivent en aucun cas être mélangés avec des déchets d'autre nature. Ainsi, le titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchets, selon la hiérarchie des modes de traitement visée à l'article L.541-1 du code de l'Environnement.
 - Le titulaire est tenu de produire les bordereaux de suivi des déchets (BSD) permettant de garantir la traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation et la conformité de ce traitement aux exigences réglementaires.
 - Pour les déchets dangereux, ce bordereau est dématérialisé et les informations sont à déclarer dans le système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets « Trackdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr>)
-
- En outre, tant que le Conducteur d'Opération du Maître d'ouvrage ne dispose pas de la totalité des bordereaux de suivi de déchets, une somme de 1 000 Euros (MILLE EUROS) est conservée sur le dernier décompte mensuel précédent le solde, et le décompte général n'est pas instruit. Cette retenue, opérée dans les conditions stipulées aux articles 19.3 et 36.2.3 du CCAG Travaux, peut se transformer en réfaction de prix si son fait générateur est la seule cause de blocage à l'instruction du décompte général et cette disposition s'ajoute à toutes les autres formes de pénalités et retenues figurant au présent marché.

5.2.3 Mode d'évaluation des ouvrages :

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux et toutes sujétions telle que définies à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux. En particulier, cette liste n'étant pas limitative, ils prennent en compte de la notification à la fin du délai de garantie de parfait achèvement :

- ◆ Les prestations énumérées à l'article 1.2 du présent CCAP ;
- ◆ L'exécution des travaux dans les locaux restant en fonction au moins partiel en permanence ;
- ◆ Les frais d'installation de chantier, cantonnement ainsi que l'entretien et leur chauffage ;
- ◆ Les frais d'études techniques et d'établissement des plans et de tous les documents d'exécution ;
- ◆ Les frais résultants des demandes et observations du maître d'œuvre ;
- ◆ Toutes les prestations nécessaires à rendre fonctionnels les réseaux hydrauliques ;
- ◆ Les frais d'ouverture, de tenue à jour du journal chantier ;
- ◆ Les frais concernant la prise en compte de la clause environnementale ;
- ◆ Les frais de tenue à jour quotidienne de la liste nominative de tous les travailleurs présents même partiellement, sur le chantier ;
- ◆ Les frais de confection, de fourniture en autant d'exemplaires que nécessaires, et de gestion de badges d'identification, pour les travailleurs présents ou intervenants ;
- ◆ Les frais de nettoyage régulier du chantier et des abords ;

- ◆ Les frais de tri, d'enlèvement et de suivi des déchets déposées pour réutilisation ou décharge dans les centres de traitement ;
- ◆ Les frais d'assurance de toutes natures ;
- ◆ Les frais d'établissement du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et du dossier d'entretien d'utilisation et d'exploitation des installations ;
- ◆ Les frais de protection et de nettoyage en fin de chantier ;
- ◆ Les frais d'établissement du plan de prévention avec le SERVICE CENTRAL VIGICRUES ;
- ◆ Les modalités de règlement des comptes prévus à l'article 5.5 du présent CCAP ;
- ◆ Les frais relatifs à la mise en place d'une signalétique de chantier pendant les travaux.

Aucune prestation n'est fournie par le Maître d'ouvrage.

5.2.4 Règlement des ouvrages :

a) Ouvrages prévus au marché :

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché sont réglés par un prix global et forfaitaire.

La décomposition du prix global et forfaitaire proposée par le titulaire sur la base du cadre fourni par le pouvoir adjudicateur déclinée en annexe 2, permettant d'établir des états de situations devant servir au paiement d'acompte et de calculer s'il y a lieu, les révisions. Les divergences éventuellement relevées en cours d'exécution par rapport aux quantités figurant à ce document, de même que les erreurs qui pourraient être décelées dans les calculs ayant fixés le prix global et forfaitaire, ne peuvent en aucun cas conduire à une modification de celui-ci tel qu'il figurait à l'offre du titulaire.

En cas de contradiction entre les pièces techniques du marché, le titulaire est réputé avoir tenu compte dans son offre, de la solution la plus avantageuse pour le Maître d'ouvrage.

Aucune modification de la nature des travaux, tels qu'ils sont définis au CCTP, ne peut être engagée sans ordre écrit du maître d'œuvre, et, dans la mesure où elles ont une incidence financière ou un impact sur le délai, sans accord préalable écrit du Maître d'ouvrage.

b) Ouvrages non prévus ou ne prévoyant pas de prix au marché :

Les prestations supplémentaires ou modificatives non prévues, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquelles le marché ne prévoit pas de prix global ou de prix d'unité, sont réglées par des prix nouveaux établis conformément aux prescriptions de l'article 14 du CCAG Travaux.

5.3 Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du CCP, l'acheteur peut conclure avec le même titulaire, au moyen d'une procédure sans publicité, ni mise en concurrence préalables, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, sous réserve que les nouveaux marchés soient conclus dans les trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

5.4 Travaux en régie

Sans objet

5.5 Modalité du règlement des comptes

5.5.1 Cadre général réglementaire

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions :

- ◆ de l'article 12.2 du CCAG Travaux ;
- ◆ en application des articles R. 2192-22 et L. 2193 du Code de la commande publique ;
- ◆ des articles 5.5.1 à 5.5.7, 5.6 et 5.7.2 du présent CCAP.

La période de révision suit la périodicité de l'acompte. En application de l'article R. 2391-20-1 du Code de la commande publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

5.5.2 Délai global de paiement

a) Acomptes

Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans un délai global de paiement trente (30) jours, à compter de la date de réception du projet de décompte par le Maître d'ouvrage. Ce délai s'applique aussi bien au mandataire qu'aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Les demandes de paiement sont envoyées au Maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de connaître avec certitude leur date de réception. Cette date tient lieu de point de départ du délai global de paiement. En cas d'envoi à une adresse différente, le point de départ du délai global de paiement ne peut être antérieur à la date à laquelle les demandes de paiement ont été effectivement remises au Maître d'ouvrage.

b) Solde

Le point de départ du délai de mandatement du solde est la date d'arrivée chez le Conducteur d'Opération de l'acceptation par le titulaire de la notification du décompte général et définitif.

5.5.3 Modalité de présentation des comptes

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion automatisée des marchés publics (GEMME) sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du Maître d'ouvrage.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 13 du CCAG Travaux dans les conditions suivantes :

a) Décomptes et acomptes mensuels :

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel, assorti du calcul des quantités prises en compte, faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs.

Le projet de décompte mensuel GEMME, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état d'acompte.

b) Suspension de délai :

Le défaut de l'une des pièces mentionnées ci-dessus, notamment une seule attestation des sommes à payer à un sous-traitant, entraîne, sur la totalité de la demande de paiement, la suspension du délai global de paiement dans les conditions prévues aux articles R.2192-10 à R.2192-36.

Le délai global de paiement est également suspendu, si, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire a contrevenu aux dispositions de l'article D.8222 du Code du Travail en ne produisant pas tous les six mois à compter de la date de signature du marché par le pouvoir adjudicateur les pièces énumérées aux articles D.8222-5 à D.8222-7 du Code du Travail. La suspension demeure tant que le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure.

En cas de cotraitance, le mandataire est seul destinataire des mises en demeure visées aux alinéas ci-dessus, qu'elles concernent des infractions aux dispositions de l'article D.8222 du Code du Travail commise par lui-même, un de ses sous-traitants ou par un de ses cotraitants ou un de leurs sous-traitants.

La lettre de suspension du délai global de paiement peut être envoyée aussi bien par le maître d'œuvre que par le conducteur d'opération ; toute forme de notification permettant de connaître avec certitude sa date de réception de cette lettre par le titulaire peut être retenue.

5.5.4 Vérification par le maître d'œuvre

Lorsque le maître d'œuvre procède à la vérification de l'avancement des travaux, il établit éventuellement des constats et constatations contradictoires visées à l'article 12 du CCAG Travaux. Lorsqu'il y a une modification de la situation, il est demandé par le conducteur d'opération au titulaire, de lui faire connaître l'incidence de cette modification sur les attestations de paiement des sous-traitants. L'absence de réponse du titulaire dans les trois jours équivaut à une réponse négative.

5.5.5 Modalité particulière concernant le décompte général et le solde

Par dérogation à l'article 12-4.1 du CCAG Travaux, le titulaire valide et adresse au Maître d'ouvrage, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées, sous 30 jours à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- ◆ La date de notification de la décision de réception, si elle est prononcée sans réserve ;
- ◆ La date de notification de la décision de levée de toutes les réserves dont était assortie la décision de réception.

Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Il tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG Travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Si le RPA n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.1 du CCAG Travaux, par dérogation au 12.4.4 du CCAG Travaux, le titulaire met en demeure le RPA d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RPA dans un délai de 10 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ne procède pas au paiement du décompte final et interrompt son instruction tant que les trois conditions ci-après ne sont pas satisfaites :

- ◆ Toutes les réserves dont était assortie la décision de réception n'ont pas été levées ;
- ◆ Le titulaire n'a pas transmis au Représentant du Pouvoir Adjudicateur :
 - L'intégralité des quitus à fournir par chaque sous-traitant direct ;
 - L'intégralité des quitus à fournir par chaque sous-traitant indirect bénéficiant d'une délégation de paiement de son entrepreneur principal au Pouvoir Adjudicateur ;
 - La garantie à première demande couvrant le montant faisant l'objet d'un litige avec un sous-traitant ;
- ◆ Les bordereaux de suivi des déchets de chantier, prévus au présent marché n'ont pas été communiqués au Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Un bordereau incomplet, ou comprenant des informations fausses ou fantaisistes, est assimilé à une absence de bordereau.

5.5.6 Intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L 3133-12 à L 3133-14 du Code de la commande publique, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre au Maître d'ouvrage.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le Maître d'ouvrage.

Il est fait application des articles R 2191-31 à R 2191-36 du Code de la commande publique.

5.5.7 Renseignements donnés au titulaire sur les paiements

Pour être prises en considération et pour qu'il soit apporté une réponse, les demandes de renseignements sur les paiements, envoyées par le titulaire, un de ses services ou une de ses sociétés de service dûment mentionnées dans le marché (affacturation, gestion comptable, etc.) doivent comporter les renseignements suivants :

- ◆ Le libellé de l'opération ;
- ◆ La désignation des parties contractantes du marché (titulaire et Représentant du Pouvoir Adjudicateur) et, le cas échéant, celle des cotraitants et des sous-traitants payés directement (nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale) ;
- ◆ Les références du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux (numéro et date) ;
- ◆ Les références de la situation et du décompte mensuel, sa date d'émission et son montant hors taxe.

Il en est de même pour les sous-traitants.

Le III n'est donné aucune suite à une demande ne respectant pas ces prescriptions. Les demandes doivent en outre porter la signature du titulaire ou du responsable de l'organisme sollicitant les renseignements.

5.5.8 Approvisionnements

Sans objet.

5.5.9 Répartition des dépenses communes de chantier

Sans objet.

5.6 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations économiques des éléments constitutifs du coût des travaux, sont réglées par les stipulations ci-après :

5.6.1 Modalités de variation des prix

Les prix sont révisibles.

5.6.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m_0 figurant en page de garde de l'acte d'engagement.

5.6.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché, est l'index BT 50 (entretien – rénovation tous corps d'état) base 2010, index INSEE.

5.6.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois « n » est donné par la formule :

$$C_n = (I_{n-3}/I_{0-3})$$

Dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence du marché respectivement au « mois zéro » moins trois mois et au « mois n » de réalisation des prestations moins trois mois.

Le mois "n" ne peut être postérieur à la moins tardive des deux dates :

- ◆ date de la fin du délai contractuel d'exécution,
- ◆ date d'effet de la réception pour tous les travaux réalisés au-delà de cette date, ainsi que les imperfections et malfaçons figurant à la décision de réception.

La périodicité de révision suit la périodicité des acomptes.

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

5.6.5 Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

5.6.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions légales contraires, les montants contractuels figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA. Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA à la date du fait générateur de la TVA.

5.7 Paiement des sous-traitants

5.7.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

a) Sous-traitant direct :

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles L 2193-10 à L 2193-14 et R 2393-14 du Code de la commande publique complétées par les stipulations suivantes :

- ◆ dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- ◆ faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

L'avenant ou acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R 2393-28 du Code de la commande publique.

En outre pour les sous-traitants à payer directement l'article R 2393-25 du Code de la commande publique indique les informations à prévoir :

- ◆ La nature des prestations sous-traitées ;
- ◆ Le montant de la prestation sous-traitée, décomposé en correspondance avec la décomposition du présent marché (DPGF) ;
- ◆ Le lieu des prestations sous-traitées ;
- ◆ Le compte à créditer (RIB) ;
- ◆ La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux ;
- ◆ Le comptable public assignataire des paiements.

Le dossier administratif et l'acte spécial sont communiqués en un exemplaire original au conducteur d'opération : cette communication ne préjuge pas de la recevabilité des pièces ni de l'agrément du sous-traitant. Dans le cadre de la mise au point du dossier administratif et de l'acte spécial d'un sous-traitant, le conducteur d'opération est habilité à demander au titulaire de compléter ou

modifier un dossier qui se révélerait insuffisant et annuler le délai d'instruction jusqu'à l'obtention d'un dossier recevable.

Le titulaire ne peut céder à des sous-traitants, quel que soit leur rang, une ou plusieurs parties du marché de son entreprise, ni en faire apport à une société ou à un groupement, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire présente l'acte spécial à l'approbation du pouvoir adjudicateur dans des délais permettant la compatibilité entre les exigences de l'article R 2393-29 du Code de la commande publique. Il est rappelé que le Maître d'ouvrage dispose de 10 jours pour faire part de son avis sur le sous-traitant proposé et ses conditions de paiement. Ce délai part de la réception chez le Conducteur d'Opération d'un dossier recevable et respectant le contenu énoncé ci-dessus.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance :

- ◆ les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 ;
- ◆ les prescriptions techniques figurant au présent marché, notamment dans le CCTP ;
- ◆ les clauses concernant les modalités de paiement direct des acomptes et du solde.

Toute infraction à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance expose le titulaire aux mesures prévues par l'article 6.6.6 du présent CCAP et, le cas échéant, à l'article 6.6.5. Le Pouvoir Adjudicateur peut annuler l'acceptation d'un sous-traitant, direct comme indirect, qui commet des infractions à la loi précitée, notamment en ayant recours, de manière occulte à la sous-traitance indirecte ou en employant de la main d'œuvre en situation irrégulière.

Les sous-traitants proposés doivent présenter un niveau de qualification, des moyens et des compétences adaptées aux prestations sous-traitées. Les sous-traitants doivent être désignés impérativement avant la fin de la période de préparation.

b) Sous-traitant indirect :

Le sous-traitant direct peut sous-traiter une partie de ses prestations s'il ne possède pas la compétence technique pour les réaliser à l'aide de ses moyens propres.

La sous-traitance indirecte est interdite lorsqu'elle a pour objet la mise à disposition ou le prêt de main d'œuvre. Le titulaire propose des sous-traitants directs ayant les compétences techniques et équivalentes aux qualifications suffisantes, et disposant notamment d'une main d'œuvre de qualification suffisante et d'un effectif adapté, pour exécuter les travaux pour lesquels il a bénéficié d'une acceptation du Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Ce sous-traitant doit également posséder les moyens d'études correspondant aux méthodes de travail du représentant technique du Maître d'ouvrage. Si le sous-traitant direct ne dispose pas de moyens suffisants en main d'œuvre, le titulaire fait appel à un autre sous-traitant de premier rang pour compléter et mettre à niveau ces moyens insuffisants.

Le sous-traitant qui sous-traite une partie de la prestation pour laquelle il a été accepté, est entrepreneur principal de son sous-traitant.

Tout sous-traitant indirect doit faire l'objet d'une acceptation par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, et d'un agrément de ses conditions de paiement. À cet effet, il communique au Représentant du Pouvoir Adjudicateur un dossier de même composition que le sous-traitant direct.

Ce dossier est transmis au Représentant du Pouvoir Adjudicateur par l'intermédiaire de tous les entrepreneurs principaux successifs éventuels jusqu'au sous-traitant direct concerné et au titulaire. L'entrepreneur principal et le titulaire se conforment aux dispositions de l'article 3-6-2-4 du CCAG Travaux. À cet effet le titulaire fait connaître, avec la transmission du dossier d'acceptation, si l'entrepreneur principal décide de fournir une Caution Personnelle et Solidaire, telle que mentionnée à l'article L 2193-1 du Code de la commande publique. L'acceptation du sous-traitant indirect n'est pas notifiée tant que le titulaire n'a pas transmis au conducteur d'opération la caution personnelle et solidaire citée ci-dessus.

5.7.2 Modalités de paiement des sous-traitants

Conformément à l'article 285 du Code Général des Impôts, l'autoliquidation de la TVA devient la règle. Le sous-traitant ne facture plus la TVA au titulaire du marché. Il établit une facture sans TVA portant mention « autoliquidation ». De son côté, le titulaire du marché facture avec TVA l'intégralité de son marché, y compris la part des travaux sous-traités. Le Maître d'ouvrage paie également le titulaire du marché pour sa partie HT du marché, plus la TVA globale du marché.

a) Sous-traitant direct :

Seuls les sous-traitants directs peuvent bénéficier du paiement direct. Il est rappelé que pour cette catégorie de sous-traitant, le paiement direct s'impose dès que le contrat de sous-traitance atteint le montant de 600 Euros TTC.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou du solde à leur payer directement, déterminé à partir du décompte afférent aux prestations assignées à ce co-traitant.

Pour le paiement direct de chaque sous-traitant, le titulaire joint, en double exemplaire, au projet de décompte, une attestation correspondant aux sommes des factures des sous-traitants auxquelles le titulaire n'a pas opposé un refus motivé ; chaque attestation indique le montant à régler directement par le Maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler directement par le Maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, le mandataire doit signer également l'attestation. L'absence de cette attestation fait obstacle au paiement de l'acompte et au règlement du solde. Le sous-traitant effectuant des prestations correspondant à un corps d'état doit faire l'objet d'acompte au titre du paiement direct dont le montant est en relation avec l'avancement du corps d'état.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le Pouvoir Adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

b) Sous-traitant indirect :

Le sous-traitant indirect ne peut être admis à bénéficier du paiement direct.

6 – DÉLAI (S) D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES

6.1 Délai de réalisation des travaux

Le délai total du marché de travaux, somme du délai de la période de préparation de chantier et du délai de chantier, figure à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution de la période de préparation de chantier débute à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le début de la période de préparation.

À l'issue de ce délai, si le programme de préparation est achevé, après avis du maître d'œuvre, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur émet l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de chantier. La notification, par le Maître d'ouvrage, de cet ordre de service vaut démarrage des travaux, sauf spécification contraire dans le document de notification.

Si, à l'issue des délais impartis à la préparation, le programme de préparation n'est pas achevé, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut juger, après avis du maître d'œuvre, que les travaux ne sont pas en état de commencer. L'ordre de service de début des travaux est alors différé jusqu'à ce que les conditions de démarrage des travaux soient jugées satisfaisantes.

Toutefois, le délai total du marché de travaux, tel qu'il est défini à l'article 4 de l'acte d'engagement, demeure inchangé et le titulaire encourt les pénalités visées aux articles 6.3 à 6.5 du présent CCAP.

6.2 Prolongation du délai d'exécution

Les dispositions, du CCAG Travaux, sont seules applicables. Aucune demande formulée après la date des opérations préalables à la réception ou la date limite contractuelle n'est prise en considération.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa 19.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempérie réputées prévisibles est fixé à quinze (15) jours.

6.3 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux et la levée des réserves figurant à la réception

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le titulaire subit une pénalité de 200,00 € (DEUX CENTS EUROS) du montant du marché par jour calendaire de retard dans l'exécution des travaux.

Cette disposition est également applicable pour les réserves figurant en annexe ou dans le corps d'une réception partielle.

6.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux pendant et après travaux

Le titulaire doit procéder quotidiennement au nettoyage des zones de chantier et d'intervention. En cas de défaillance, ce nettoyage est assuré à ses frais, sans préavis, avec en outre application

éventuelle d'une pénalité de 150 Euros. (CENT CINQUANTE EUROS) sans mise en demeure préalable.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, sont compris dans le délai d'exécution du marché de travaux.

À la fin des travaux, dans un délai de 10 jours à compter de la date à laquelle ont été effectuées les opérations préalables à la réception, le titulaire doit avoir fini de procéder au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier.

En cas de retard, le titulaire après mise en demeure préalable subit le préjudice d'une pénalité de 100,00 € (CENT EUROS) du montant du marché par jour calendaire de retard et le risque d'une exécution, à ses frais, de ces prestations.

6.5 Autres délais ou pénalités

6.5.1 Délais et retenues pour remise de documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir par le titulaire après exécution conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, doivent être remis au représentant du Maître d'ouvrage à la date des opérations préalables à la réception des travaux. En cas de retard, une retenue égale à 1 000,00 Euros. (MILLE EUROS) est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG Travaux sur les sommes dues au titulaire ; cette retenue est restituée s'il a constitué le DOE complet et ses annexes fixées à l'article 9.3 ci-après dans les 3 mois suivant la date d'effet de la réception.

6.5.2 Retard ou absence aux rendez-vous de chantier toutes les deux semaines

Le titulaire est tenu d'assister ou de se faire représenter par une personne disposant de toutes les délégations nécessaires au rendez-vous de chantier. En cas de retard de plus d'une heure ou d'absence non justifiée, une pénalité de 150,00 Euros (CENT CINQUANTE EUROS) est appliquée ; elle est retenue sur la situation du mois considéré, après notification par le représentant du Maître d'ouvrage. La mention au compte rendu de chantier de cette absence ou de ce retard suffit à tenir lieu de constat.

6.5.3 Délais et retenues pour la remise des documents fournis en cours d'exécution

Les documents d'exécution, plans, notes de calcul, sous-détail de prix, devis complémentaires et autres documents à fournir par le titulaire pendant l'exécution des travaux, doivent être remis au maître d'œuvre dans les délais qu'il fixe au cas par cas. Le délai n'est pas inférieur à 8 jours à partir de la demande.

En cas de retard, une retenue égale à 50,00 Euros (CINQUANTE EUROS) par jour calendaire de retard et par type de document, est appliquée. Cette retenue est opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG Travaux.

6.5.4 Pénalités pour retard dans l'exécution du programme de la période de préparation

En cas de retard dans l'exécution du programme de préparation, entraînant un différé de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux, le titulaire subit une pénalité provisoire de 1 000,00 Euros (MILLE EUROS) par jour calendaire de retard. Cette pénalité peut être levée par le pouvoir

adjudicateur si le délai global de réalisation de l'ouvrage figurant à l'article 4 de l'acte d'engagement n'a pas été dépassé.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.

6.5.5 Pénalités pour arrêt de chantier ou exclusion de travailleurs

Lorsque, conformément à l'article 8.4.2 du présent CCAP, le maître d'œuvre ou le représentant du Maître d'ouvrage, le conducteur d'opération ou le Maître d'ouvrage demandent l'exclusion d'un ou plusieurs travailleurs, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 150,00 Euros (CENT CINQUANTE EUROS) par personne dont l'exclusion est demandée.

Les pénalités énoncées au titre du présent article, sont appliquées sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux. La mention au registre journal de chantier suffit à l'application de ces pénalités, qui se cumulent en fonction des faits générateurs.

6.5.6 Pénalités pour défaut d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance

Lorsque le titulaire du marché ne se conforme pas à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, il encourt une pénalité forfaitaire de 150,00 Euros (CENT CINQUANTE EUROS) par fait générateur.

Cette pénalité s'applique notamment :

- ◆ Lorsque les sous-traitants devant être acceptés et dont les conditions de paiement doivent être agréées lors de la période de préparation, n'ont pas pu faire l'objet d'une telle mesure à l'issue de la période de préparation. Le fait générateur est alors le défaut d'agrément du sous-traitant pour une section de 24 heures.
- ◆ Lorsqu'un sous-traitant, quel que soit son rang, travaille sur le chantier antérieurement à son acceptation par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Le fait générateur est alors la présence d'un travailleur sur le chantier, durant tout ou partie d'un jour ouvré.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.

Elle ne fait pas obstacle, en cas de besoin, aux dispositions de l'article 3-6-1-4 du CCAG Travaux.

6.5.7 - Pénalités pour infractions aux dispositions du Code du Travail

a) articles L.8222-5 à L.8222.7 du Code du Travail

Si la mise en demeure effectuée dans le cadre de l'article 5.5 du présent CCAP reste infructueuse, le titulaire encourt une pénalité par fait générateur de 500,00 Euros (CINQ CENTS EUROS) par jour calendaire de retard à compter du 1er jour du 2e mois suivant cette mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles D 8222-5 à D 8222-7 du Code du travail. Le fait générateur est constitué par l'infraction commise aussi bien par le titulaire, que par le mandataire ou chacun de ses co-traitants en cas de groupement.

La carence du titulaire au-delà de 6 mois n'éteint pas l'infraction constatée pendant la période écoulée et n'affranchit pas l'entrepreneur de l'obligation de transmission des pièces attendues au titre des articles D 8222-5 à D 8222-7 du Code du Travail.

b) article 93 de la Loi n°2011-525 du 17 mai 2011

Les mêmes mesures s'appliquent pour toute infraction aux dispositions de l'article 93 de la Loi n°2011-525 du 17 mai 2011.

6.6 Plafonnement des pénalités

Conformément à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le montant des pénalités visées à l'article 6 du présent CCAP n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

7 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7.1 Retenue de garantie

Il est appliqué sur les sommes dues à titre d'acompte, une retenue de 5 % destinée à garantir le Maître d'ouvrage du paiement des sommes dont ce dernier peut être créancier à un titre quelconque, dans le cadre du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues à l'article R.2191-36 du code de la commande publique.

Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire, est égale à 5 % du montant global du marché en prix de base toutes taxes comprises. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés, si l'administration contractante n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement, selon le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté, ou que la garantie de parfait achèvement est prolongée.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie. Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par l'administration contractante.

7.2 Avance

Une avance est versée au titulaire, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement (article 6).

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5% du montant initial TTC du marché.

L'avance n'est pas calculée dans les décomptes établis par le titulaire. Le paiement de l'avance intervient, sans demande du titulaire, dans le délai global de paiement fixé à l'article 5.5.2 ci-dessus, dont le point de départ est la notification de l'ordre de service prescrivant le début de la période de préparation de chantier.

L'état d'acompte mensuel fait apparaître le calcul de l'avance et son remboursement correspondant aux postes « e » et « f » définis à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, hors paiement direct, (travaux et approvisionnements) qui figure à un décompte mensuel, atteint 70 % du montant initial de l'assiette.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant de l'assiette.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant du paiement direct dont ils bénéficient, dépasse le seuil fixé à l'article R2191-3 du code de la commande publique pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être égal à 5 % du montant des travaux, admis en paiement direct et son remboursement, sont effectués à la diligence du titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions que pour le titulaire, en précisant que le pourcentage d'avancement est celui des prestations soumises au paiement direct.

8 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La période de préparation est d'une durée de 1 mois.

Pendant la période de préparation, le titulaire exécute les prestations concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, énumérées dans les dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces prestations comprennent notamment, la liste n'étant pas exhaustive :

- ◆ Le plan précis d'installation de chantier où figurent les cantonnements, les raccordements et voiries de chantier et des fluides (eau, électricité, téléphone, assainissement) ;
- ◆ L'établissement du plan de prévention ;
- ◆ L'installation du cantonnement des travailleurs et du personnel ;
- ◆ La réalisation des voies internes et des zones de stockage, manœuvres et manipulations sur le chantier ;
- ◆ Le SOGED et les installations de tri des déchets correspondant à ce schéma ;
- ◆ L'ouverture de registre de chantier tel que défini à l'article 28.5 du CCAG Travaux ;
- ◆ L'acceptation par l'établissement des installations de chantier et des conditions d'accès et de circulation des véhicules du chantier.

Le titulaire propose au Maître d'ouvrage, en vue de leur acceptation et de l'agrément de leurs conditions de paiement, les sous-traitants qui n'auront pas fait l'objet de telles mesures dans le cadre de l'approbation du marché.

Dans les quinze (15) premiers jours qui suivent la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation, l'entreprise générale doit impérativement déposer auprès du Maître d'ouvrage les demandes d'agrément des sous-traitants, avant toute intervention des sous-traitants, durant la période de préparation.

Le titulaire établit et met au point au cours de la période de préparation :

- ◆ La liste et le calendrier des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre ;
- ◆ Le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre ;
- ◆ Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) qu'il présente au visa du maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur.

Ces documents établis par le titulaire doivent faire l'objet d'un visa du maître d'œuvre avant tout début d'exécution et dans les conditions de l'article 28-2-2 du CCAG Travaux. Par dérogation à l'article 28-2-2 du CCAG Travaux, l'absence de visa fait obstacle à l'exécution des travaux.

En cas de retard dans l'exécution du programme de préparation, le titulaire subit les pénalités prévues aux articles 6.5.3 et 6.5.4 du présent CCAP.

8.2 Coordination entre les entreprises

Le titulaire, en tant qu'entreprise générale, assure la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination de chantier. La rémunération de cette tâche est comprise dans son offre. À cet effet, elle affecte des agents, en nombre suffisant et de compétence requise, à temps plein sur le site pour assurer cette tâche pendant toute la durée des travaux (période de préparation et chantier).

Le Maître d'ouvrage peut, à tout moment, et sans incidence financière, exiger un renforcement des moyens affectés, par le titulaire à la mission OPC. En cas de besoin, il peut exiger du titulaire l'affectation d'un agent à temps plein pour l'exécution de cette mission.

En cas de groupement, le mandataire est chargé de la mission d'OPC dans les conditions ci-dessus.

8.3 Études d'exécution - Plans de réalisation - Notes de calcul - Études de détail

Tous les documents d'exécution, toutes les études d'exécution, tous les plans de réalisation des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire. Ils sont alors soumis préalablement à toute mise en œuvre au visa du maître d'Œuvre. Le visa du maître d'Œuvre ne diminue en rien la responsabilité du titulaire. Il en est ainsi des croquis de détail et de tous les documents d'étude. En particulier, le titulaire est chargé d'organiser et de piloter la cellule chargée de faire la synthèse des documents d'exécution établis par lui-même ou par les sous-traitants ; il demeure seul responsable de cette synthèse.

Les documents graphiques ne peuvent faire l'objet d'une transmission par courrier électronique. Ils doivent être envoyés par voie postale ou remis contre récépissé au destinataire, sous forme papier comme sous support physique informatique.

Les documents d'exécution doivent faire état des précautions ou des mesures concernant la sécurité ou l'hygiène des travailleurs.

Les documents d'exécution et les études doivent être transmis au maître d'œuvre avant tout début d'exécution, en lui garantissant un délai minimum de 15 jours pour délivrer son visa. Le titulaire ne peut mettre en œuvre des prestations n'ayant reçu préalablement le visa du maître d'œuvre.

Si les conditions ci-dessus ne sont pas respectées par le titulaire et si celui-ci a transmis les documents d'étude avec retard, le maître d'œuvre peut demander la suspension d'exécution ou, si le cas le justifie, la destruction des prestations concernées. Il peut alors être faite application des pénalités pour retard de transmission de documents d'exécution en cours de chantier, prévues à l'article 6.6.3 du présent CCAP, et les prestations concernées ne sont pas acceptées en paiement.

Le titulaire et ses sous-traitants utilisent les méthodes graphiques exigées par le maître d'œuvre. En particulier, le recours à des moyens de dessin automatique peut être imposé par le maître d'œuvre qui interdit la simple surcharge de contre-tirage de ses plans de marché. Les plans et documents d'exécution ne portent pas le cartouche du maître d'œuvre.

Dans le cas où le titulaire fait réaliser en tout ou partie ses études d'exécution par un organisme extérieur, ce dernier est un sous-traitant au sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 : il doit faire l'objet d'une acceptation par le Maître d'ouvrage et d'un agrément de ses conditions de paiement. Il en est de même pour les sous-traitants ne réalisant pas les études d'exécution par leurs moyens propres. Le défaut de respect de ces dispositions expose le titulaire aux sanctions prévues à l'article 6.6.6 du présent CCAP.

8.4 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

8.4.1 Disposition générale

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander au titulaire les documents uniques d'embauche des intervenants sur le site, mis à jour chaque semaine.

En application du code du travail, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au Maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution de son marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France. Le défaut de respect de cette disposition expose l'Entrepreneur aux sanctions prévues à l'article 6.6.5 du présent CCAP après exclusion des travailleurs concernés.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au Maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

À compter de la date de signature de marché, le titulaire produit, au pouvoir adjudicateur, les pièces énumérées aux articles R 324-4-1°-a, R 324-4-2°, R 324-4-3° et R 324-4-1°-b du Code du travail. À défaut, le titulaire s'expose à la suspension du délai de paiement, aux pénalités après mise en

demeure et à la résiliation du marché prévue respectivement aux articles 5.5.3-b, 6.6.8 et 10 du présent CCAP. Les pièces sont à communiquer le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année au Conducteur d'Opération ou au représentant du Maître d'Ouvrage désigné à l'article 1.5.2.

8.4.2 Mesures particulières

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène, sont prises par l'entrepreneur lorsque la durée des travaux sur le chantier les rend nécessaires dans le cadre des lois et arrêtés en vigueur.

Le titulaire est directement responsable, tant envers le Maître d'ouvrage qu'envers les tiers, des dommages de toutes natures qui pourraient survenir du fait de son personnel à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire est également responsable des accidents du travail dont son personnel pourrait être victime. Les agents doivent conserver une attitude correcte tant envers le Maître d'ouvrage, que les occupants des lieux et du personnel chargé des travaux.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger le remplacement par l'entrepreneur de tous les agents dont le comportement provoquerait des réclamations justifiées. Les pénalités prévues à l'article 6.6.5 sont alors appliquées.

8.5 Signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation des occupants

La signalisation des chantiers dans la zone intéressant la circulation des occupants est réalisée par le titulaire conformément aux CCTP et Plan Général de Coordination SPS. La zone de chantier doit être close de manière à empêcher toute circulation de personnes étrangères au chantier ainsi que tout croisement entre les accès du personnel et les accès des véhicules de chantier. Le cas échéant, des moyens de gardiennage appropriés doivent être mis en place par le titulaire.

8.6 Conditions générales d'exécution des travaux

8.6.1 Sujétions dues à d'autres travaux et port d'un badge

Le titulaire ne peut se prévaloir des sujétions occasionnées :

- ◆ Par l'exploitation normale du domaine public,
- ◆ Par l'exécution d'autres travaux réalisés simultanément.

Toutefois, le chantier doit respecter les règles et accords de l'établissement, et il ne peut créer des obstacles dans les circulations et voies pompiers, ni en condamner les accès.

Les travailleurs ne sont pas tolérés en dehors des zones de chantier, du cantonnement ou des circulations permettant de passer d'une zone de chantier au cantonnement et réciproquement. Ils portent en permanence un badge avec photographie permettant de connaître leur appartenance au chantier. Toute infraction à ces prescriptions peut provoquer l'exclusion du chantier pour le travailleur concerné et la mise en application des pénalités prévues à l'article 6.6.5 du présent CCAP. Les prescriptions techniques relatives à l'exécution des ouvrages sont celles portées au marché. Le CCTP se réfère aux fascicules techniques du CCTG dont les recommandations doivent être obligatoirement observées.

Pour les matériels et matériaux, ils doivent se conformer aux accords commerciaux en vigueur. Si la nécessité du chantier ou celle de la réglementation l'exigeait, des modifications à cette provenance pourraient être ordonnées ou accordées sur ordre de service.

8.6.2 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents des travaux - Vérification préalable

Par le calcul du prix et la remise de son offre, le titulaire est réputé :

- ♦ Avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- ♦ Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- ♦ Avoir procédé à une visite détaillée des lieux, avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.),
- ♦ Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre (architecte, bureau d'études techniques).

Le titulaire peut utiliser les voies de circulation et les accès existants.

8.6.3 Dégradations causées aux voies publiques

Le titulaire procède à la remise en état du chantier, des parties d'ouvrage ou de bâtiment et des voies publiques pour lesquels il aura occasionné des dégradations.

À cet effet, en l'absence de dispositions particulières adoptées par le Pouvoir adjudicateur, le titulaire effectue un relevé contradictoire avec le représentant du Maître d'ouvrage. Il invite à ce constat le Maître d'ouvrage et le Conducteur d'Opération.

8.6.4 Garde du chantier

Aucune stipulation particulière.

8.6.5 Conditions particulières d'exécution

Les conditions particulières d'exécution sont précisées dans le CCTP.

8.6.6 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

9 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9.1.1 Essais et contrôles d'ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés au CCTG ou par le CCTP, sont assurés sur le chantier par le titulaire sous le contrôle du maître d'œuvre.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux concernant les vérifications à effectuer sur les matériaux, produits et composants de construction mis en œuvre, sont applicables à ces essais et contrôles.

9.1.2 Réception

La réception des ouvrages s'opère conformément à l'article 41 du CCAG Travaux.

Il est rappelé qu'il appartient au titulaire d'informer le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, le conducteur d'opération et le maître d'œuvre de la date à laquelle il prévoit l'achèvement de chacune des phases de travaux et à partir de laquelle il demande la réception.

En complément de l'article 41.6 du CCAG Travaux, dans le cas où le titulaire n'a pas fait, dans les délais prescrits par la décision de réception, les travaux nécessaires à lever les réserves exprimées dans cette décision, il subit une pénalité fixée à l'article 6.3 du présent CCAP. Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, cette pénalité est applicable sans mise en demeure préalable sur simple constatation du représentant du Maître d'ouvrage.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur met alors en demeure le titulaire d'exécuter tous les travaux ayant fait l'objet des réserves lors des réceptions partielles et de la réception globale, dans un délai qui ne peut excéder un mois.

À l'issue de ce délai, le maître d'œuvre procède à une nouvelle constatation de l'exécution des prestations ayant fait l'objet de réserves.

Pour les travaux non faits à cette date, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, ou mettre en application les mesures prévues à l'article 41.7 du CCAG Travaux. La décision prise à cet effet mentionne la date à laquelle finissent de courir les pénalités de dépassement du délai de levée des réserves.

La présence de réserves accompagnant la décision de réception, et leur persistance au-delà du délai pour effectuer les travaux nécessaires à les lever, fait obstacle à l'instruction du décompte général et au paiement du solde.

Toutefois, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut décider d'instruire le décompte général et de payer selon la nature et l'importance des réserves persistantes. Le paiement du solde ne constitue pas alors, une levée de ces réserves, sauf indications particulières du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

En outre, la réception peut être refusée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur si la valeur présumée des réserves excède, en valeur marché, le solde restant à payer au titulaire et aux sous-traitants dont l'exécution des prestations a fait l'objet de réserves.

9.1.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les dispositions du CCAG Travaux sont seules applicables.

9.2 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.3 Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au plus tard le jour des opérations préalables à la réception des travaux en cinq (5) exemplaires et un (1) exemplaire reproductible :

- ◆ Les bordereaux de suivi des déchets,
- ◆ Le Dossier des Ouvrages Exécutés,
- ◆ Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établis conformément aux prestations et recommandations des normes françaises en vigueur,
- ◆ Les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4.

De plus, un (1) exemplaire des plans et schémas est fourni sur support informatique lisible par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit également fournir les notices d'exploitation et de maintenance préventive, de manière à permettre de constituer le dossier.

Le décompte général n'est pas notifié et le solde n'est pas payé tant que le titulaire n'a pas fourni la totalité des pièces du DOE, des plans et documents d'exécution ainsi que des notices de fonctionnement et d'entretien. À la livraison des dernières pièces, le titulaire reconstitue un dossier complet qu'il diffuse en nombre d'exemplaires prévus au 1er alinéa du présent article.

9.4 Délai de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux, conformément à l'article 44 du CCAG Travaux. Les responsabilités résultant des principes s'inspirant du Code civil sont celles décrites à l'article 44 du CCAG Travaux.

Conformément aux dispositions du CCAG Travaux, ce délai peut être prolongé par décision du Représentant du Pouvoir Adjudicateur tant que les réserves figurant à la réception ne sont pas intégralement levées.

Les ouvrages sont soumis à la garantie de bon fonctionnement conformément au code civil.

9.5 Garanties particulières

9.5.1 Garantie particulière d'étanchéité

Sans objet.

9.5.2 Autre (s) garantie (s) particulière (s)

Sans objet.

9.6 Assurance de responsabilité civile pendant et après les travaux

A) Le titulaire et ses sous-traitants éventuels, doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel, consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Leurs polices d'assurance doivent apporter les minimums de garanties ci-après :

Pendant les travaux :

- ◆ Dommages corporels : 100 000,00 Euros par sinistre,
- ◆ Dommages matériels et immatériels : 500 000,00 Euros dont dommages immatériels non consécutifs : 100 000,00 Euros.

Après travaux :

Tous dommages confondus par sinistre et par année : 500 000,00 Euros, dont dommages immatériels non consécutifs : 100 000,00 Euros.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, pour justifier l'ensemble des garanties, le titulaire et ses sous-traitants doivent fournir une attestation avant la conclusion du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants éventuels répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au Maître d'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur marché. Sur simple demande du Maître d'ouvrage, le titulaire et ses sous-traitants doivent justifier, à tout moment, du paiement de leurs primes.

B) Le titulaire et ses sous-traitants éventuels, doivent être garantis par une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celle prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A-243-I de la loi précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

10 – RESILIATION

Les dispositions des articles 49 à 50 du CCAG Travaux sont applicables.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaît par fusion, fusion absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la décision immédiate du Représentant du Pouvoir Adjudicateur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG Travaux, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion absorption ou

absorption, et la justification de son enregistrement légal. À défaut, la Maîtrise d'ouvrage réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 49 du CCAG Travaux.

En complément des cas et des conditions de résiliation du marché, définis à l'article 49 du CCAG Travaux, l'inexactitude des renseignements, prévus par le Code des Marchés Publics à l'article R2143-11 ; R2143-12 et R2144 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation au 53.1 CCAG Travaux, la résiliation du marché par décision du Représentant du Pouvoir Adjudicateur aux frais et risques du déclarant.

En outre, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 50.3 CCAG Travaux, lorsqu'il a contrevenu aux dispositions de l'article R 324-4 du Code du Travail. Le titulaire dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations, qui ne sont pas prises en compte si elles ne sont pas pertinentes.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises au Maître d'ouvrage.

11 – DIFFEREND, LITIGE, JURIDICTION COMPETENTE

11.1 Recours au comité consultatif de règlement amiable

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.2 Recours au médiateur

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, les parties ont notamment la possibilité de saisir le médiateur interne désigné au sein des ministères de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Transports, de la Ville et du Logement.

A cet effet, la médiatrice interne du pôle ministériel, indépendante de la fonction achats, peut être contactée à l'adresse suivante :

mediateur@developpement-durable.gouv.fr

Pour plus d'informations : lien vers le site internet du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/nos-engagements-faveur-entreprises>

En cas de recours à la médiation interne, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, notifie à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le tribunal compétent est celui du ressort du siège de l'acheteur. Donc pour ce marché, c'est le tribunal administratif de CERGY qui est compétent :

Tribunal administratif Cergy Pontoise
24 bd de l'Hautil BP 30322
95027 Cergy pontoise cedex

Pays: France

Adresse électronique: greffe.tacergyponoise@juradm.fr

Téléphone: 01 30 17 34 00

Télécopieur: 01 30 17 34 59

12 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

12.1 Dérogations au CCAG Travaux applicables aux marchés publics de travaux

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux apportée par l'article 2 du présent CCAP
Dérogation à l'article 12-4.1 du CCAG Travaux apportée par l'article 5-5-5 du présent CCAP
Dérogation à l'article 12-4.4 du CCAG Travaux apportée par l'article 5-5-5 du présent CCAP
Dérogation à l'article 12-4.2 du CCAG Travaux apportée par l'article 5-5-5 du présent CCAP
Dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux apportée par l'article 6-3 du présent CCAP
Dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux apportée par l'article 6.5.4 du présent CCAP
Dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux apportée par l'article 6.5.5 du présent CCAP
Dérogation à l'article 19.1 du CCAG Travaux apportée par l'article 6.5.5 du présent CCAP
Dérogation à l'article 20.2.3 du CCAG Travaux apportée par l'article 6.5.7 du présent CCAP
Dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux apportée par les articles 9.3 du présent CCAP
Dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux apportée par l'article 6.6 du présent CCAP
Dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG Travaux apportée par l'article 8.1 du présent CCAP
Dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux apportée par l'article 9.1.2 du présent CCAP
Dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux apportée par l'article 9.6 du présent CCAP
Dérogation à l'article 53.1 du CCAG Travaux apportée par l'article 10 du présent CCAP

12.2 Dérogations aux réglementations et règles de l'art en vigueur

Néant.

12.3 Dérogations aux normes françaises homologuées

Néant.

12.4 Autres dérogations

Néant.